



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

emploi et activité

Question au Gouvernement n° 538

Texte de la question

FILIÈRE AUTOMOBILE

M. le président. La parole est à M. Philippe Vigier, pour le groupe Union des démocrates et indépendants M. Philippe Vigier. Ma question s'adresse à M. le ministre du redressement productif, et j'y associe mon collègue Arnaud Richard.

Pendant la campagne présidentielle, monsieur le ministre, vous avez multiplié les promesses dans toutes les usines de France : " Non aux délocalisations, non aux licenciements boursiers, non à la mondialisation ", disiez-vous. Aujourd'hui, une crise très grave frappe l'industrie automobile. La réalité vous rattrape et vous condamne à oublier une à une ces promesses. Pire : personne ne sait où vous allez ni ce que vous comptez faire pour protéger ces emplois.

Suppression annoncée de huit mille emplois chez PSA en juillet dernier ? " Inacceptable ! ", disiez-vous. Pourtant, dans le même temps, celle annoncée de sept mille cinq cents emplois chez Renault recevait, elle, la bénédiction de l'État actionnaire ! Quant au plan que vous avez lancé l'été dernier, s'il était certes nécessaire, monsieur le ministre, il était totalement insuffisant vu l'accumulation des plans sociaux, semaine après semaine ! Alors il y a urgence. Ce matin même, PSA a annoncé une perte historique de 5 milliards d'euros. Toute la filière automobile est menacée. Or, il n'y a pas de fatalité, mes chers collègues : aux États-Unis, alors que la faillite était annoncée chez General Motors en 2008, l'État a pris ses responsabilités et dix-huit mois plus tard, cette entreprise gagnait à nouveau de l'argent.

Préserver des emplois passe à nos yeux par la mise en place d'un fonds stratégique ciblé pour l'automobile et s'il le faut - pourquoi pas ? - par une prise de participation minoritaire et temporaire par augmentation de capital par l'État. Vous le voyez, quand l'emploi est en jeu, quand l'essentiel est en jeu, le pragmatisme doit l'emporter. Monsieur le ministre, entendez-vous ces salariés dont la colère monte ? Quelle est votre stratégie industrielle ?

M. Jean-Pierre Barbier. Aucune !

M. Philippe Vigier. Quel est votre projet ? Quels moyens allez-vous mobiliser pour sauver la filière automobile en France et répondre à ces femmes et à ces hommes qui travaillent dans ce secteur ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI.*)

M. le président. La parole est à M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Monsieur le député, nous sommes dans la tempête. (*Interruptions sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Laurent Marcangeli. La France coule !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : moins 22 % de ventes pour Renault en 2012, moins 13 % pour PSA, moins 16 % pour Fiat, moins 15 % pour Opel. Globalement, l'Italie connaît moins 19 % de ventes de véhicules, l'Espagne moins 14 %, la France moins 13,8 % et l'Allemagne elle-même moins 3 %.

Que faire, dans ces conditions ? D'abord, lutter contre la tentation permanente en France de la préférence pour le licenciement et le démantèlement. C'est le sens de l'accord qui se négocie aujourd'hui chez Renault. Pas de fermetures de site, pas de licenciements, pas de plans de départ volontaire : au contraire, un travail avec des efforts communs de l'actionnaire et des salariés. Surtout, monsieur le député, le Gouvernement actionnaire a demandé que Renault relocalise sur le sol industriel national des productions de ses partenaires, mais avant tout

ses propres productions.

Je vous donne donc rendez-vous la semaine prochaine, lorsque l'accord sera, je l'espère, signé avec la majorité des organisations syndicales, pour qu'on regarde si Renault revient en France malgré la tempête.

Quant à PSA, nous avons - je l'ai déjà dit devant cette Assemblée - obtenu, en contrepartie de la garantie accordée à la banque PSA Finance, certaines concessions : une présence au conseil d'administration, la fin des dividendes et des mesures financières de confort,...

M. Jacques Alain Bénisti. Ça ne sert à rien !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. ...mais surtout un reformatage du plan qui, dans son ampleur et sa cruauté, était particulièrement inacceptable. Je veux remercier les partenaires sociaux qui travaillent à le reformater avec l'aide du Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Guillaume Larrivé. Ce n'est pas crédible !

Données clés

Auteur : [M. Philippe Vigier](#)

Circonscription : Eure-et-Loir (4^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 538

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 février 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [14 février 2013](#)